



Marc Ravalomanana, né le 12 décembre 1949 à Imerinkasinina. Homme d'État malagasy, maire de la ville d'Antananarivo de 1999 à 2002 et président de la République de Madagascar de 2002 à 2009

Décidément, on aura vraiment tout vécu avec ce Marc Ravalomanana qui a tout perdu à partir de 2009. Pourtant, malgré sa double défaite politique (il n'a pas été réélu président de la république en 2018 et sa formation politique n'a engrangé que 16 députés sur 151 à l'Assemblée nationale en 2019), il s'entête, comme à son habitude, à vouloir forcer un destin déjà tracé par Dieu personnellement: 7 ans de pouvoir, point barre (2002-2009)!

Actuellement, il prétend qu'une démocratie *“aux normes internationales”* est incontournable si Madagascar entend aller vers le réel développement. Et, avec l'Union européenne et l'Allemagne comme témoins, il prétend aussi qu'il doit être le seul et unique chef de l'opposition à siéger à l'Assemblée de Tsimbazaza, en tant que 7ème (tiens?) vice-président. Beaucoup de prétentions de la part d'un *“has been”*

anglophone qui ne veut pas le reconnaître. En fait, il n'est un danger que pour lui-même car ennemi découvert évoluant à découvert. Tous ses coups sont déjà anticipés par l'actuel pouvoir qui manœuvre bien même si certains disent qu'il demeure inerte. Ceux-là ignorent alors ce qu'est la force d'inertie...

Imaginez une seconde que c'est lui qui aurait été réélu en 2018. Il n'y aurait plus beaucoup de places dans les prisons de Madagascar, croyez-moi sur parole! Et ni Maharante Jean de Dieu, ni Henry Rabary-Njaka ni James Andrianalisoa n'auraient pu fuir le pays. Mais, en passant, Marc Ravalomanana aurait nommé Claudine Razaimamonjy et Olivier Mahafaly co-vice-présidents de la république pour leur art du détournement de deniers publics. En tout cas, même le mot *“opposition”* aurait été rayé du vocabulaire politique et tous les *“retourne-veste”* et amis des

vainqueurs (

“sakaizan'ny mpandresy”

) seraient (re)devenus membres du parti Tim. Je divague? Alors dites-moi qui étaient et où étaient les opposants de Ravalomanana durant son bref règne (heureusement) sur Tikoland?

Inexistants car invisibles, en prison ou en exil.

A présent donc, Marc Ravalomanana prétend agir à l'opposé de son opportunisme destructeur, c'est-à-dire qu'il veut devenir le président des opposants de Madagascar. Et il se prend vraiment au sérieux. Mais voyez déjà l'état de délabrement d'Antananarivo et le degré de gabegie absolu qui y règne, alors qu'il n'est que le Conseil "spécial" de Madame la mairesse Lalao Rakotorinainy, son épouse en fin de parcours. Imaginez-le (encore) redevenir "Filoham-pirenena"

: c'est tout le pays qui s'enfoncera dans l'océan Indien à travers une chasse aux sorcières et des mois de vengeance qui ne suffiront pas à assouvir sa soif de puissance. Il vendra carrément le pays à l'encan. Plus encore que ce qu'a fait le régime Hvm/Rajaonarimampianina...

Je n'ai nullement l'intention de donner à Marc Ravalomanana l'importance qu'il ne mérite plus. D'ailleurs, l'a-t-il méritait après sa réélection anticipée du 16 décembre 2006? Cependant, avec le temps va tout s'en va, surtout la mémoire filant en lambeau... Aussi, il importe de ne pas oublier l'individu et ses traîtrises (il a été et demeurera un traître envers sa Nation et ses compatriotes). Ainsi, tout ce qui suit est destiné aux nouveaux ambassadeurs de France et des États-Unis. En l'occurrence, Christophe Bouchard et Michael Peter Pelletier.



Le nouvel Ambassadeur d'alors, Jean Marc Châtaigner, à la Résidence de France sise à Ivandry, le 14 juillet 2009 :

"Pourquoi sommes-nous restés silencieux quand les choses ont commencé à se détériorer, après l'immense espoir populaire de 2002 (Ndlr: l'auto proclamation de Marc Ravalomanana) ? Pourquoi nos institutions internationales financières n'ont-elles rien dit lorsque l'État a favorisé les

intérêts d'un grand monopole privé

(Ndlr: la société Tiko devenue un empire économique)

?

Il lui a accordé des avantages indus par rapport à ses concurrents

Pourquoi la Communauté diplomatique n'a-t-elle pas protesté ou pas assez énergiquement ou pas suffisamment lorsque les atteintes à l'État de droit se sont multipliées

?"

"Lorsqu'il y a eu des emprisonnements, des arrestations arbitraires et je sais qu'il y en a qui en ont subi qui sont parmi nous. Pourquoi n'avons pas protesté assez fort lorsque des entraves ont été mises à la liberté de la presse et d'expression et lorsque, parfois, la peur -certains d'entre vous l'ont dit- ont gagné les cœurs?"

"Si nous avons parlé plus fort, si nous n'avons pas donné une confiance excessive à de bonnes paroles technocratiques qui nous ont été prodiguées; si nous avons décidé plus tôt de suspendre de nos aides budgétaires, si nous avons été réellement exigeants et rigoureux dans le contrôle des fonds publics et la dénonciation des conflits d'intérêts, peut-être que ces dérives ne se seraient pas produites. Peut-être que les dirigeants d'alors nous remercieraient-ils pour notre franchise et les conseils donnés. Peut-être que Madagascar aurait-elle pu continuer son développement sur de bons rails et affronter la crise économique mondiale dans de meilleures conditions (...)"



Niels Marquardt, Ambassadeur américain, avant son départ définitif. Extraits de ses déclarations publiées le samedi 22 mai 2010 par le confrère de L'Express de Madagascar

:

"Je m'attendais à autre chose que ce qu'il y a eu. Quand je suis arrivé (Ndlr: en 2007), je me suis dit que c'était le bon moment de venir à Madagascar. La Grande île était enfin sortie de son passé sombre. L'expérience socialiste, l'isolement, les choix politiques mal conçus, l'orientation vers la Corée du Nord, c'était fini. Mais
au bout de quelques mois, j'ai commencé à me poser des questions. Il y a eu plusieurs rendez-vous manqués, que j'ai trouvés particulièrement dommage"

.

"J'avais comme objectif de faire venir des investisseurs américains à Madagascar. En novembre 2007, s'est tenu au Cap, en Afrique du Sud, l'US-Africa Business Summit, une importante conférence qui se déroule tous les deux ans avec beaucoup d'investisseurs américains.

L'ancien Président de la République

e

(Ndlr: Marc Ravalomanana)

devait personnellement participer à cette conférence, et il devait prononcer un discours à l'ouverture.

Mais pour une raison que nous n'avons pas comprise, le Président a annulé sa participation au dernier moment

.

Il a envoyé son nouveau ministre de l'Économie. Celui-ci a fait un excellent travail, mais l'absence surprise du Président a laissé un goût amer du côté des Américains

.

Des hommes d'affaires américains sont certes venus ensuite, mais la plupart du temps, cela n'a abouti à rien"

.

" Il y a aussi eu l'épisode Seabord, l'investisseur dans le secteur de la farine. Seabord était l'un des premiers investisseurs américains venus tester le climat des affaires à Madagascar

.

S'il avait réussi, il aurait entraîné beaucoup d'autres derrière lui. Mais il a constaté, et les autres aussi, que

le climat des investissements à Madagascar n'était pas très fair-play

.

(Ndlr: Marc Ravalomanana a ruiné, entre autres, la société Kobama à Andranomanelatra appartenant à Edgard Razafindravahy)

.

Ce qui a repoussé des intérêts potentiels vers des pays plus sains

"

"Vous devez également savoir que des discussions ont déjà été entamées sur la possibilité d'une deuxième phase du MCA (Ndlr: Millenium Challenge Account), et Madagascar ambitionnait d'obtenir 700 millions de dollars.

Mais déjà, à l'époque, je doutais fort de la possibilité pour Madagascar d'être accepté à cette deuxième phase

"

"Je ne dis rien de neuf. Si vous regardez bien dans les archives, vous verrez que j'ai toujours eu un certain franc-parler. Le problème du conflit d'intérêt à Madagascar était un sujet qui nous préoccupait beaucoup. Mon adjoint avait même déjà proposé, à une époque, que le Président vende sa société (Ndlr: Tiko), et je partageais tout à fait son avis. **Depuis 2002,**

tous les ambassadeurs américains ont toujours conseillé au Président de séparer ses affaires personnelles des affaires de l'État

"

"Il faut tracer une ligne bien distincte entre les deux mandats de l'ancien Président. Sous son premier mandat, on lui a accordé le bénéfice du doute

. La communauté internationale a senti souffler un vent nouveau. Nous nous sommes dit que, pour le bien des Malgaches, il fallait laisser souffler ce vent libéral, pro-business et ouvert au monde extérieur.

Mais après l'élection présidentielle de 2006, on a commencé à constater des problèmes. Nous n'avons pas compris la réforme constitutionnelle de mars 2007

. Le courant passait aussi mal avec les sociétés américaines qui voulaient venir parce que le président voulait imposer ses critères.

Il y a aussi eu ces tensions inutiles créées avec le maire d'Antananariv

o

(Ndlr: Andry Rajoelina)

qui a pourtant été démocratiquement élu

,

ainsi que les promesses non tenues de la réforme électorale. Tout cela a choqué la communauté internationale".

" Nous nous attendions à ce que la crise éclate. Nous voyions qu'en se créant ainsi des ennemis, Marc Ravalomanana allait

dans le mauvais sens

Je l'ai dit plusieurs fois, que nous ne soutenons personne.

Nous n'avons jamais réclamé le retour au pouvoir de Marc Ravalomanana, nous avons même constaté sa démission

Cette étiquette pro-Ravalomanana et anti-HAT est entièrement fausse. Nous soutenons la démocratie et le retour à l'ordre constitutionnel

"

Jeannot Ramambazafy – Également publié dans “La Gazette de la Grande île” du samedi 24 août 2019